CRISE DU GOLFE

Les islamistes algériens au secours de Doha

La crise entre l'Arabie Saoudite et le Qatar semble avoir modifié la perception de la mouvance islamiste algérienne à l'égard du régime wahhabite. Avec des mots durs, ses alliés d'hier émettent des critiques sans limites et avouent avoir des craintes pour l'avenir de certaines questions centrales du monde musulman.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Et c'est comme si ce monde musulman avait basculé cette dernière semaine lorsque, contre toute attente, l'Arabie Saoudite annonçait la rupture de ses relations avec le Qatar. Elément indissociable des monarchies du Golfe qui font locomotive avec le reste des Etats arabo-musulmans, le petit voisin est soudain mis au banc des accusés, cloîtré dans une muraille bien fragile où la présence des deux plus grandes bases américaines de la région ne semble plus signifier grand-chose en ces temps.

Les émirs régnant sur ce minuscule territoire sont accusés de financer les groupes terroristes qui menacent dangereusement tout l'équilibre géopolitique de la sphère. Les pistes émises par les plus grands analystes de la planète pour tenter de comprendre les enjeux en cours sont pourtant balayées d'un revers de la main par ce qu'il est convenu d'appeler les gardiens de la pensée islamiste en Algérie.

Allié il y a encore quelques jours, le régime wahhabite est soudain vu sous un autre jour. Celui du grand frère qui a failli à ses obligations, trahi la «famille» en se pliant aux volontés de satan. Pris dans ses obligations, Abderrezak Mokri n'hésite pas à prendre le temps d'expliquer son point de vue. Le patron du Mouvement de la société pour la paix (MSP) assène ses vérités : «C'est une position désolante, irresponsable, une soumission inconcevable.

Cette crise va se dissiper sans nul doute, mais elle laissera incontestablement des séquelles dans le monde musulman qui a besoin d'union. Cette position risque de jeter davantage le trouble et accentuer les dissensions dans le monde arabo-musulman. Comment prendre une telle décision sans tenir compte de ses conséquences sur le peuple qatari lui-même, sans tenir compte de tous les citoyens de ce pays bloqués un peu partout, et il y en a beaucoup ?»

Photo : Samir Sid

Abderrezak Mokri.

Photo : DR

Mohamed Douibi.

Photo :Samir Sid

Abdellah Djaballah.

L'origine de la crise est une question qui ne se pose pas, soutient Mokri. «En tant que politiciens, nous nous en tenons aux faits et aux déclarations publiques. Les premiers responsables de cette situation ont exigé du Qatar qu'il cesse de soutenir le Hamas palestinien. Tout a été dit...»

Doubi Mohamed Salah, secrétaire général du Mouvement Ennahda, développe : «La nouvelle en question nous a réellement inquiétés. Nous sommes face à un travail diplomatique étrange. Tous ces Etats qui ont rompu leurs relations avec le Qatar coopèrent avec l'Arabie Saoudite. Les raisons de cette démarche ont un lien indéniable avec les groupes qui agissent pour modifier l'équilibre régional au profit d'Israël. Le but est de stopper l'aide fournie par le Qatar au mouvement palestinien. C'est le résultat de la visite de Trump, il l'a dit lui-même. L'administration américaine l'a contredit en appelant au dialogue, mais le mal est fait. Pour toutes ces raisons, nous soutenons totalement la position officielle de l'Algérie qui a su, une nouvelle fois, garder sa neutralité et faire preuve de sagesse en appelant au dialogue.»

Benkhelfellah du FJD (Front pour la justice et le développement) saisit l'opportunité de la question qui lui a été posée pour placer un commentaire taquin. «Vous savez, on nous a fait la même chose ici. On a coupé toutes relations avec nous en nous empêchant d'entrer à l'APN en dépit de tous les dossiers réglementaires et le travail sans faille que nous avons fournis.

Mais notre position à l'égard de la crise qui sévit dans le Golfe est la même que celle des officiels algériens. Nous sommes pour le dialogue, nous ne voulons pas d'affrontements, les peuples en pâtissent trop. Les responsables de cette situation ont démontré qu'ils obéissent à Trump et aux Etats-Unis. Réalisez-vous que cette décision a été prise en plein mois de Ramadhan, sans se soucier des répercussions qu'elle pourrait avoir sur le système alimentaire du Qatar. La logique n'aurait-elle pas été de régler cette crise entre pays musulmans ?»

A. C.

TRUMP, TERREUR D'ORIENT ET D'UNION EUROPÉENNE

Observances d'avant-embrasement

L'affrontement brutal entre les deux banques qui financent le terrorisme, l'Arabie Saoudite et le Qatar, présage-t-il de nouveaux rapports de force en Orient ? Peut-être bien que oui, peut-être bien que non.

Observances actuelles.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les USA semblent décidés à continuer d'accompagner Riyadh jusqu'au bout. Enfin, jusqu'au bout des intérêts américains et israéliens. L'Union européenne est divisée. L'Allemagne, première puissance économique mais géant aux pieds d'argile au plan militaire à cause de son CV de la Seconde Guerre mondiale, manœuvre, habilement, pour rester en dehors de ce qu'elle considère comme un coup fourré de Trump. La France de Sarkozy et de Hollande avait opté pour une politique à deux versants. Aux Saoudiens les armes et aux Qataris, les gros investissements en Hexagone.

Les conflits d'intérêts entre dirigeants politiques français et gros intérêts qataris sont légion.

Alors qu'il était aux affaires à l'Elysée, Sarkozy préparait sa reconversion chez ceux de Doha. Actuellement, l'époux de Carla est, toute honte bue, membre du Conseil d'administration du groupe Accords tenu par le Qatar. Ainsi va la politique en France. La Belgique est dans une situation compliquée, elle qui ne veut — ni ne peut — se positionner hors des puissants voisins que sont les Allemands et les Français a su, jusqu'à une date récente, tirer son épingle du jeu, mais ça coince actuellement.

Le gouvernement Charles Michel a fait élire l'Arabie Saoudite au Conseil de la promotion des droits des femmes (excusez du peu !) de l'ONU, mais la réaction indignée de l'opinion publique l'a fait reculer. Après avoir présenté des excuses, il n'a, cependant, pas pu fermer la boîte de Pandore tant et si bien que le Parlement fédéral est sur le point de voter contre l'interdiction de ventes d'armes à Riyadh. Les Belges sont aussi fabricants d'engins de guerre. La Chambre, en initiant une démarche pareille, veut-elle s'aligner, formellement, sur Washington pour ne pas perdre le siège de l'Otan situé à Bruxelles ou est-ce, là, une démarche éthique ? Plutôt la première hypothèse.

Les autres ex-Balkans, Europe centrale ou de l'Est, sont clairs. Il sont européens pour leurs intérêts économiques mais pro-américains pour le reste. Ils suivront donc aveuglément les USA, quel que soit le locataire de la Maison Blanche. L'Espagne et l'Italie, en très bons latins, louvoient, un coup par-ci, un coup par-là. Pourtant, les nouvelles exigences de Trump risquent de casser la maison Europe ou de ce qu'il en reste.

L'homme n'aime pas l'Union européenne, il le répète plutôt plusieurs fois qu'une et n'a que l'intérêt US en perspective, c'est un éléphant dans un magasin de porcelaine. Il a quitté l'Accord sur le climat de Paris, humilié la chancelière allemande, tenu des propos désobligeants sur les Français, dédaigné l'Alliance atlantique et même refusé de tenir des conférences de presse lors de ses voyages en Italie et en Belgique.

En mettant le feu aux poudres en Orient par son attitude à privilégier l'Arabie Saoudite contre l'Iran et en traînant dans la boue le Qatar, Trump ne laisse aucune chance aux pays européens. Ces derniers sont tenus d'obtempérer et de s'aligner, sans chercher leur reste. Il y a, certes, loin de la coupe aux lèvres mais l'Union européenne est obligée de sortir du bois.

Rejoindre docilement le rang dirigé par Trump ou regarder ailleurs. Vers la Russie, l'Iran, la Chine, le Brésil... Trump met le Vieux Continent sous pression...

A. M.

Moscou appelle au dialogue entre le Qatar et ses voisins

La Russie a appelé samedi au dialogue entre le Qatar et ses voisins du Golfe, proposant son aide pour résoudre la crise, alors que le chef de la diplomatie russe rencontrait son homologue qatari.

«Nous avons observé avec inquiétude les nouvelles de cette escalade», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à l'ouverture d'une rencontre à Moscou avec le ministre qatari des Affaires étrangères, cheikh Mohamed ben Abderrahmane Al-Thani.

«Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une situation où les relations entre nos partenaires se détériorent. Nous sommes favorables à la résolution de tout désaccord par (...) le dialogue», a-t-il ajouté.

La Russie est «prête à tenter de faire tout ce qui est en son pouvoir» pour aider à résoudre la crise, a poursuivi M. Lavrov, estimant «nécessaire» l'unité pour combattre le «terrorisme».

Durant sa rencontre avec M. Lavrov, M. Al-Thani a qualifié les mesures prises contre son pays d'«illégales». Son pays avait dénoncé la rupture des relations par l'Arabie saoudite et ses alliés comme une décision «sans fondement».

M. Al-Thani avait effectué vendredi une visite-surprise en Allemagne avant de se rendre à Moscou. Le Qatar est en quête de soutiens à l'étranger pour éviter d'être isolé sur la scène diplomatique après le choc le 5 juin de la rupture des relations par l'Arabie saoudite et ses alliés.

La Russie avait rejeté mercredi des accusations de médias américains imputant à des hackers russes un piratage de l'agence de presse du Qatar juste avant cette crise. Les autorités du Qatar avaient affirmé fin mai avoir été victimes de «hackers» qui avaient publié sur le site internet de l'agence de faux propos attribués à l'émir cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani et rompant avec le consensus régional sur plusieurs sujets sensibles dont l'Iran.